

La politique britannique à l'égard de l'Afrique noire

Michael Lee

Volume 1, numéro 4, 1970

L'Afrique noire : nouveau partenaire international

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700064ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700064ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lee, M. (1970). La politique britannique à l'égard de l'Afrique noire. *Études internationales*, 1(4), 102–109. <https://doi.org/10.7202/700064ar>

LA POLITIQUE BRITANNIQUE À L'ÉGARD DE L'AFRIQUE NOIRE

En dépit des récentes modifications de la politique britannique concernant la vente d'armes à l'Afrique du Sud, l'approche générale adoptée par les gouvernements successifs à l'égard de l'Afrique noire depuis 1965 a été celle d'un engagement minimum. Après avoir accordé l'indépendance à ses anciennes colonies, la Grande-Bretagne n'a poursuivi aucun objectif systématique. On peut se demander pourquoi il n'existe pas de politique précise.

À l'époque de la déclaration de l'indépendance de la Rhodésie, en novembre 1965, il n'existait aucune tendance générale favorable à la poursuite d'un engagement britannique en Afrique noire. Pourquoi en était-il ainsi ?

C'est au cœur des relations de la Grande-Bretagne avec l'Afrique que se situent les raisons d'une politique de l'engagement minimum. Il existe et il a toujours existé deux attitudes fondamentales vis-à-vis des responsabilités outre-mer. On n'a jamais pu les réconcilier et la preuve la plus évidente en a été apportée lors du débat de la crise rhodésienne de 1965-1966. Les seuls moments où la politique africaine a joué un rôle important dans la politique intérieure britannique furent lors de la création et de la dissolution de la Fédération centrafricaine. Dès que le gouvernement eût fait connaître, en décembre 1962, son accord de principe sur le droit du Nyssaland de quitter la Fédération, il n'était plus possible de réconcilier les deux attitudes fondamentales en vue d'une ligne d'action concertée. La crise rhodésienne mit lentement en évidence ce qui avait été déjà révélé cinq ans plus tôt.

Ces deux attitudes peuvent s'énoncer en des termes simples. D'abord, il y avait le souci réel de favoriser le développement de gouvernements autonomes représentatifs à l'intérieur des principales colonies et de les conduire au statut de Dominion au sein du Commonwealth. Cette politique visait à favoriser le respect d'une forme de gouvernement qui apparaissait à la fois responsable et efficace. En

Michael LEE est senior lecturer au Institute of Commonwealth Studies de l'Université de Londres.

second lieu, il y avait la volonté de protéger les traditions politiques britanniques outre-mer. La seconde tendance supposait des méthodes particulières de gouvernement notamment dans les régions d'implantation européenne qui rassemblaient dans le même système des gens de races différentes. Les principes de la tutelle — à savoir la protection des peuples colonisés — évoluèrent vers des accords d'association — ce qui constituait une préparation à la gestion publique. Les deux attitudes impliquaient la conviction qu'il était possible de préparer la passation du pouvoir et, cependant, partout où les colons blancs constituaient une minorité parmi les populations indigènes, un accord commun sur cette politique semblait impossible.

Les deux attitudes avaient évidemment des racines profondes dans la tradition politique britannique. La responsabilité outre-mer la plus épineuse qui sembla mettre en cause ces deux principes du gouvernement britannique fut l'Irlande — encore qu'elle fut, en fait, partie intégrante du Royaume-Uni après 1800. Mais nulle part ailleurs dans l'Empire ce conflit ne fut plus évident qu'en Afrique centrale. L'évolution vers le statut de dominion des colonies habitées par des races non européennes était assurée après que le gouvernement britannique, en dépit de nombreuses erreurs de calcul, eut accepté le principe du statut indépendant pour l'Inde. L'accord d'indépendance au Ghana en 1957 fit suite à ce précédent. La protection des régions colonisées pouvait se poursuivre avec la conscience tranquille en Australie et en Nouvelle-Zélande. Mais la proportion de la population blanche en Afrique du Sud et la complication venant du fait que celle-ci était divisée en deux « nationalités », Britanniques et Boers, signifiaient que, quel que fût le système imaginé pour l'Afrique du Sud, il démontrerait la contradiction entre ces deux attitudes. Le Zambèze a toujours constitué une frontière importante dans l'impérialisme britannique. Les territoires situés au Nord ne furent jamais complètement engagés dans le dilemme de l'Afrique du Sud. La Zambie a souffert de cette proximité étroite, et tout donnait à croire pendant les années cinquante que le Kenya était en danger de devenir un avant-poste de ce système.

Le démantèlement de la Fédération centrafricaine en 1962-1963, accepté par la Grande-Bretagne, marque un nouveau tournant dans ses relations avec l'Afrique. Avant cette date, la politique généralement appliquée était celle du retrait progressif avec l'espoir que l'association serait poursuivie ; c'est après cette date que la politique de l'engagement minimum fut appliquée graduellement mais sûrement. Il est important de noter que le programme britannique de retrait progressif allait à l'encontre de l'instauration de rapports bilatéraux entre la Grande-Bretagne et ses colonies, à l'image du modèle suivi par la France. La position du gouvernement britannique fut pragmatique. Comment se sortir d'embarras circonstanciels avec le minimum de pertes ? Quelques commentateurs ont situé le nouveau tournant à une date antérieure et l'ont associé à la prise de conscience du « souffle nouveau » de 1960. Par exemple, la nomination de Lord Monckton, comme responsable de la Commission d'enquête en Afrique centrale en septembre 1959, fut largement interprétée comme le coup de grâce porté à la Fédération. Sir Roy Welensky a décrit dans ses mémoires la série d'incidents qui, croyait-il, reflétaient le changement de climat en Grande-Bretagne. Parmi ceux-ci, notons l'expulsion de l'Afrique du Sud du Commonwealth et la décision de faire acte de candidature à la Communauté économique européenne en août 1961.

Le Zambèze reste une frontière importante pour la Grande-Bretagne. Ses relations avec l'Afrique du Sud sont peut-être la source principale de ses « embarras circonstanciels ». Chatham House (Institut royal des affaires internationales à Londres) maintient un groupe d'études sur l'Afrique du Sud précisément parce que c'est la seule région d'Afrique à susciter un intérêt général. La meilleure étude connue sur la politique étrangère britannique à l'égard de l'Afrique, « *Britain and South Africa* », par Dennis Austin, fut écrite à la suite de discussions entreprises par ce groupe. En raison de la prétendue valeur des facilités de navigation au Cap de Bonne Espérance, l'Afrique du Sud a aussi été la principale région d'intérêt en Afrique pour les étudiants en études stratégiques. Les droits de survol des appareils militaires européens sont stratégiquement importants en Afrique du Nord, mais pas dans la majeure partie de l'Afrique noire. La nécessité impérieuse de ravitailler par voie aérienne les armées alliées au Moyen-Orient en 1941-1942 fut la seule occasion où l'accès aux routes aériennes se révéla d'une importance stratégique.

L'application de la politique de l'engagement minimum fut peut-être lente à s'imposer. En ce qui concerne les relations britanniques avec l'Afrique, 1964 marqua l'année de la plus grande déception. Madame Margery Perham — qui est un bon baromètre du climat politique — a inclus dans sa série d'essais un texte écrit pendant cette année-là. Celui-ci tente d'expliquer pourquoi les intérêts britanniques en Afrique étaient en train de s'amoindrir. Cette année marqua encore la parution d'articles anonymes dans le *Times* par un « conservateur » qui dénonçait le Commonwealth comme « une farce ». Les programmes de Chatham House donnent une bonne indication de l'évolution de l'opinion en matière de politique étrangère. Le groupe qui fut principalement chargé de définir le rôle mondial de la Grande-Bretagne — suivant le conseil de Dean Acheson — se réunit de novembre 1963 à mars 1964. S'inspirant de ces délibérations, le directeur Kenneth Younger écrivit *Changing Perspective in British Foreign Policy* (1964).

Les deux lignes de conduite peuvent maintenant s'énoncer en des termes différents. D'abord, l'attitude ferme et cohérente des gouvernements à l'égard du caractère sacré des frontières héritées de l'ère coloniale est le reflet du souci d'autonomie et de prise de responsabilités des nouveaux États. Beaucoup de Britanniques n'ont pas admis le droit de sécession du Soudan du Sud, bien que les arguments avancés par le gouvernement de Khartoum insistent sur la responsabilité britannique relativement à la situation du Sud. En second lieu, le respect des traditions politiques de la Métropole se trouve souvent exprimé dans les marques de sympathie à l'égard de tout prisonnier politique ou de tout groupe exposé à la répression des nouveaux régimes. Les Ibos du Nigeria ou les Baganda de l'Ouganda n'ont pas mis longtemps à trouver un appui politique en Grande-Bretagne. Les deux attitudes restent, bien sûr, irréconciliables.

Après 1965, on a l'impression que le souci majeur des gouvernements britanniques est d'éviter le plus possible l'éventualité d'une situation où le conflit entre ces deux attitudes serait mis en évidence. L'expérience de la Fédération centrafricaine les avait traumatisés à l'excès. Le débat en métropole au sujet de la Fédération révéla un relan de racisme en Grande-Bretagne qui se concrétisa dans le vote du *Commonwealth Immigration Act* de 1962. Ceux qui soutenaient et souhaitaient maintenir un système fédéral regroupant le Nord et le Sud de la Rhodésie, ainsi

que le Nyasaland, étaient alliés à la minorité blanche de Rhodésie. Ceux qui attaquaient ces arrangements politiques luttèrent pour protéger les droits des indigènes. Ces derniers comptaient parmi eux certains des meilleurs polémistes et menèrent une campagne dynamique qui toucha profondément la société britannique. Dans les clubs de jeunes, les groupes de missionnaires, et dans les forums de discussions des écoles à travers tout le pays, on lisait avec conviction et intérêt des livres comme *Dawn in Nyasaland* (1959) de Guy C. Brock. 1959-1960 marqua les beaux jours de l'action des groupes de pression dans la détermination de la politique coloniale. Faisant l'objet d'une Commission royale, l'Afrique centrale était en plus reconnue comme un cas nécessitant le statut spécial d'un ministère à part. Le *Central African Office* fut ouvert en mars 1962 sous la responsabilité d'un ministre de haut rang du gouvernement, R. A. Butler, qui avait été jusqu'alors secrétaire d'État aux Affaires intérieures. Ce fut l'unique occasion de la politique intérieure britannique qui permit de considérer que les affaires africaines justifiaient un ministère à part. Dans la machine gouvernementale britannique, il ne peut être conféré statut plus élevé.

Bien entendu, la Grande-Bretagne continue à attribuer aide et assistance technique aux pays africains par l'intermédiaire des rouages administratifs du ministère du Développement d'Outre-mer. Mais là encore le conflit d'attitudes réapparaît sous forme de controverses entre les ministères de White Hall. Le *Foreign and Commonwealth Office* et le *Board of Trade* semblent considérer l'autre ministère comme l'incarnation de « l'attitude libérale », de son côté le ministère du Développement d'Outre-mer est obligé de jouer le rôle d'une institution délibérément séparée en vue de maintenir l'importance de l'aide à l'outre-mer en tant que « principe moral ». Il subventionne plusieurs enseignants britanniques en Afrique, mais l'assistance culturelle offerte par la Grande-Bretagne ne peut jamais avoir la consistance et l'élan des efforts français au sein de la Francophonie. L'un des motifs en est que l'anglais, comme langue, n'entraîne pas la même force et les mêmes implications culturelles que le français. Il y a plusieurs espèces d'anglais — américain, indien, antillais — mais une seule sorte de français.

Mais le sentiment général, qui était d'éviter le risque d'une improvisation similaire à l'avenir, n'implique pas que les gouvernements britanniques ne soient pas à l'occasion pris de court. La politique de l'engagement minimum fait naître un véritable dilemme en ce qui concerne la nomination du personnel et le maintien des missions diplomatiques en Afrique. L'ensemble du continent (excepté peut-être l'Afrique du Sud) fait partie de la « zone extérieure » (*outer area*) défini par le *Duncan Committee*, en 1969, comme étant ces régions du monde qui ne méritent pas un effectif complet du personnel diplomatique. Pourtant, toute réduction dans la qualité de l'information politique en provenance d'Afrique accroît la probabilité d'un embarras imprévu.

Les bureaux de l'Afrique au *Foreign and Commonwealth Office* ont largement hérité du *Commonwealth Office*, et les postes dans les hauts-commissariats ou les ambassades en Afrique ne jouissent pas d'un prestige particulièrement brillant parmi les diplomates de carrière. Ce phénomène est de plus en plus marqué depuis 1965, date à laquelle sept pays d'Afrique noire (Mali, Mauritanie, Guinée, Congo-Brassaville, Soudan, Ghana et Tanzanie) rompirent leurs relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne parce qu'elle n'utilisa pas la force pour faire face à la

déclaration illégale d'indépendance par la Rhodésie. (La Somalie avait déjà rompu ses relations en 1963 à propos d'un différend concernant la région de la frontière nord du Kenya). Quand des relations normales furent établies, des missions britanniques furent ouvertes dans les quatre pays francophones. Les intérêts britanniques dans ces pays furent gérés par l'ambassadeur le plus proche. Le principe de la nomination de diplomates de haut rang ou d'hommes politiques comme hauts-commissaires en Afrique, en vigueur au début des années 1960, ne fut pas maintenu dans la deuxième moitié de la décennie. On sait que le président Nkrumah du Ghana a exprimé sa contrariété face au remplacement du haut-commissaire britannique Geoffrey de Frietas, ex-ministre travailliste, par Harold Smedley. Malcolm MacDonald, qui avait été gouverneur et gouverneur-général au Kenya et dont la longue expérience et la haute réputation en firent un habile négociateur avec les gouvernements africains, devint presque le substitut d'une représentation effective. Compte tenu de la vulnérabilité du gouvernement britannique aux crises soudaines, la politique de l'engagement minimum nécessite l'utilisation d'un ambassadeur itinérant — un catalyseur susceptible de mettre fin aux embrasées subites. MacDonald devint le représentant spécial du gouvernement de Sa Majesté en Afrique centrale et orientale en 1965, rôle qu'il remplit plus tard pour l'ensemble du continent. Jamais il n'existait poste diplomatique comparable. C'était une mission personnelle pour faire face à une situation politique spécifique.

L'Afrique francophone est de moindre intérêt pour la Grande-Bretagne en ce moment. Depuis 1960, le personnel diplomatique britannique a travaillé essentiellement à partir de cinq villes : Dakar, Abidjan, Lomé, Yaoundé et Kinshasa. Les intérêts britanniques au Ruanda et au Burundi depuis 1966 ont été partagés entre le haut-commissariat à Kampala et l'ambassadeur à Kinshasa. Chacun des cinq relais s'occupent des pays contigus au poste principal. La seule exception notable à ce schéma fut l'établissement de missions complètes en Guinée et au Mali à partir du moment où le président Nkrumah du Ghana entraîna ces pays dans une union avec le sien.

Peut-être est-ce un vœu pieux de la politique britannique de penser que le plus sûr moyen de résoudre le conflit fondamental d'attitudes est de fondre tous les héritages du colonialisme sous la notion générale d'association avec l'Europe. Si la Grande-Bretagne devenait membre de la Communauté économique européenne, elle devrait accepter certains des principes qui président actuellement aux relations entre la Communauté économique européenne et les États associés. Si les bureaux de l'Afrique au *Foreign and Commonwealth Office* et les représentations diplomatiques touchant à l'Afrique étaient capables de replacer leur travail dans le cadre général de la politique européenne, l'application de l'engagement minimum pourrait être revue. Mais ceci ne pourrait être entrepris qu'aux dépens des relations traditionnelles au sein du Commonwealth. Le réseau d'associations anglophones professionnelles, artistiques, scientifiques et éducationnelles, qui fonctionnent à l'heure actuelle sous les auspices du Commonwealth, survivraient sans aucun doute, quelle que soit la nature des relations intergouvernementales déterminées par le Secrétariat du Commonwealth. D'un point de vue britannique, le maintien de relations intergouvernementales l'expose continuellement aux risques d'une difficulté imprévue.

Les crises les plus importantes des relations entre pays du Commonwealth au

cours des cinq dernières années ont rendu le projet de réforme de structure encore plus souhaitable. Quelques membres influents du vieux *Foreign Office* avant qu'il ne fusionne avec le *Commonwealth Office* étaient très nettement favorables à « la mort du Commonwealth ». Il est révélateur de constater que le Commonwealth n'apparaît que rarement comme sujet de recherche et de séminaire au *Foreign and Commonwealth Office*. Les crises les plus intéressantes sont peut-être le différend avec le gouvernement fédéral nigérian pendant la guerre de sécession entreprise par le Biafra, et les discussions avec les gouvernements d'Afrique de l'Est sur le statut des Asiatiques. Les réactions britanniques aux événements consécutifs à ces deux crises sont particulièrement révélatrices du conflit d'attitudes qui gênent le processus de décision politique.

On donna toutes sortes d'explications aux hésitations britanniques à venir en aide au gouvernement nigérian après 1966, y compris l'accusation selon laquelle le haut-commissaire britannique à Lagos cacha délibérément à Londres les rapports de son adjoint de la région orientale qui menaçait de faire sécession. Quelles que soient les raisons techniques de l'hésitation britannique, il n'est pas difficile de comprendre pourquoi la guerre civile nigérienne aurait terriblement gêné les politiciens britanniques. Le Nigeria était un exemple par excellence de la philosophie de gouvernement indirect, et ses régions étaient une pure création administrative britannique. Les personnes qui soutenaient la tradition de la tutelle et de l'aide à l'opprimé étaient enclins à sympathiser avec la position biafraise. L'autre comportement, reflet du respect d'un gouvernement fort, était désavantagé par les circonstances dans lesquelles le Général Gowon avait été amené au pouvoir. Il aurait été surprenant que la Grande-Bretagne fût capable d'agir avec fermeté et efficacité au moment voulu, étant donné son héritage colonial. Le succès extraordinaire du *lobby* biafrais en Grande-Bretagne était fondé sur une exploitation consciente du conflit d'attitudes politiques. Une bonne partie de la publicité en faveur du Biafra en dit plus long sur les inquiétudes britanniques que sur les réalités nigérianes.

La question des Asiatiques d'Afrique de l'Est a longtemps été une source d'embarras inattendu. La rapidité des gouvernements britanniques à réagir à la politique du Kenya vis-à-vis des Asiatiques détenteurs de passeports britanniques est en nette opposition avec sa lenteur à aider le Nigeria. La raison doit encore venir de l'ambivalence fondamentale de la position britannique. Les « blancs libéraux » s'abstiennent plus facilement de jouer un rôle prédominant dans la détermination de la politique si les intérêts britanniques métropolitains sont directement concernés. Au printemps 1968, on décida d'amender la loi sur l'immigration provenant du Commonwealth afin d'éviter l'éventualité d'un afflux subit d'Asiatiques de l'Est en Grande-Bretagne. Mais on tergiversa beaucoup avant d'en arriver à cette décision. Pour rassurer la population asiatique une déclaration claire et sans équivoque de la Grande-Bretagne, à l'effet qu'elle respecte les obligations découlant de l'octroi d'un passeport britannique, aurait permis d'éviter l'escalade de la tension en Afrique de l'Est. Ce genre de déclaration faite suffisamment tôt aurait supposé un tel degré d'abnégation que tout gouvernement britannique aurait hésité à y avoir recours.

On pense parfois que la politique britannique à l'égard de l'Afrique est largement influencée par le réseau de l'investissement privé. On dit que la rivalité entre

les entreprises pétrolières britanniques et françaises au Biafra, par exemple, a contribué à empêcher le gouvernement britannique de soutenir ouvertement la position fédérale. Les considérations commerciales et financières joueraient le même rôle dans les discussions récentes sur les modifications de la politique britannique à l'égard de la vente d'armes en Afrique du Sud. Les Britanniques sont parfois déçus de voir que la frontière du Zambèze n'a pas pour les fournisseurs d'armes français la même signification, et qu'ils n'ont pas à en tenir compte. La répartition des investissements privés britanniques a largement été favorable à l'Afrique du Sud. Un porte-parole du gouvernement de Prétoria déclara en 1968 que près de 60% des investissements de capitaux étrangers en Afrique du Sud étaient britanniques, et que ceci atteignait 10% de l'ensemble des investissements britanniques à l'étranger. Le solde des investissements britanniques dans le reste de l'Afrique noire est à peine de 4%.

Mais la politique de l'engagement minimum n'a supposé aucun effort particulier pour la protection de l'investissement privé. Au contraire, jusqu'à l'élection d'un gouvernement conservateur en 1970, on avait mis une sourdine aux relations avec l'Afrique du Sud à l'échelon intergouvernemental. En fait, la politique de l'engagement minimum signifiait d'éviter le plus souvent possible d'aborder directement les problèmes. Dans les relations britanniques avec l'Afrique, seul l'héritage du passé colonial peut forcer les décisions politiques. Il paraît plus satisfaisant de considérer l'évolution des relations britanniques avec l'Afrique, moins en termes d'avantages financiers pour les investisseurs privés qu'en termes de crainte d'affronter le conflit fondamental qui découle de responsabilités impériales antérieures et qui n'a pas encore été résolu aujourd'hui.

On ne pourra que difficilement réconcilier les deux attitudes, à moins de transformer l'ensemble du contexte des implications britanniques dans les affaires extérieures. Le premier comportement respectueux de la souveraineté des nouveaux États tire sa force de l'importance du respect mutuel né entre les Anglais et les peuples anciennement colonisés qui ont travaillé ensemble. Le second comportement s'appuie sur un précédent aussi important. Il repose sur l'esprit missionnaire et moralisateur britannique et sur la réaction locale à la technologie européenne. La société métropolitaine britannique a eu tendance à entretenir parallèlement ces deux courants parce qu'ils puisaient leurs substances de deux sources différentes à l'intérieur de cette société. Ce n'est pas une coïncidence si les premiers avocats du développement colonial se rattachent à la tradition non-conformiste.

Si on pouvait fondre dans le creuset de l'association Afrique-Europe le reste des responsabilités coloniales, les inquiétudes britanniques pourraient en être un peu allégées. On pense que les hommes politiques britanniques sont prêts à payer au moins une partie du prix qu'entraînera la transformation consécutive aux liaisons européennes. Les négociations doivent prendre en considération le rythme auquel les préférences impériales pourraient être abolies. La principale difficulté semble naître de l'accord sur le sucre au sein du Commonwealth. L'Île Maurice est le principal pays africain touché, ainsi que Fidji et quelques îles des Caraïbes: elle aura besoin qu'on maintienne de quelque manière le niveau de ses exportations de sucre à l'heure actuelle largement dirigées vers la Grande-Bretagne. Si la Grande-Bretagne entre dans le Marché commun, les pays africains du Commonwealth de-

vront tous envisager la possibilité d'un statut d'association soit par l'accord de Yaoundé, soit par l'article 238. Si de tels arrangements venaient à aboutir, la Grande-Bretagne risque bien d'être obligée d'augmenter la part de son PNB destinée à l'aide outre-mer afin de se conformer aux nouvelles obligations du Fonds européen d'Aide au Développement. Les pays anglophones pourraient même trouver avantageux de traiter avec la Grande-Bretagne à l'intérieur de l'Europe plutôt qu'à l'intérieur du Commonwealth.

BIBLIOGRAPHIE

- Dennis AUSTIN, *Britain and South Africa*, OUP, 1966.
Max BELOFF, *New Dimensions in Foreign Policy*, Allen & Unwin, Londres, 1961.
Max BELOFF, *The Future of British Foreign Policy*, Seeker & Warburg, Londres, 1969.
Kenneth KIRKWOOD, *Britain and Africa*, Chatto and Windus, Londres, 1965.
F. S. NORTHEGE, *British Foreign Policy* Allen & Unwin, Londres, 1962.
F. S. NORTHEGE, (ed.), *The Foreign Policies of the Powers*, Faber & Faber, Londres, 1968.
Margery PERHAM, *Colonial Sequence : 1949-69*, Methuen, 1970.
Royal Institute of International Affairs, *Security*, OUP, 1946.
C. M. WOODHOUSE, *British Foreign Policy since the Second World War*, Hutchinson, Londres, 1961.
Kenneth YOUNGER, *Changing Perspectives in British Foreign Policy*, OUP, 1964.

NOTE — Pour un compte rendu succinct des plus récentes crises au sein du Commonwealth, voir : Colin LEGUM and John DRYSDALE, *Africa Contemporary Record : 1968-69* (Africa Research, 1969). La bibliographie la plus complète sur la crise rhodésienne est celle rédigée par la Foreign and Commonwealth Office Library (2^e édition, juillet 1968). Le *Scolma Uk Publications and Theses on Africa* (1966) a publié un index des débats parlementaires sur la Rhodésie dans le *Hansard*. Pour ce qui est du problème des Asiatiques au Kenya, il faut également lire Vincent CABLE dans *World Today* (mars 1969) et *African Affairs* (juillet 1969), et Miss QURESHI dans *Pakistan Horizon* (1968 [2]).